

Mes conclusions seront provisoires, tant le sujet est difficile, et car nous ne sommes qu'au début d'un énorme travail global pour ouvrir de nouvelles perspectives de croissance.

Mais tout d'abord, je voudrais dire à Dirk Cordeel que je l'invite, lui et les entreprises, à faire de la politique avec nous : nous avons besoin d'elles pour « mettre en accord les paroles et les actes » comme dirait Hannah Arendt. Voilà une belle occasion de travailler ensemble. La politique, ce n'est pas que des mots, et elle n'est pas forcément partisane ou politicienne.

Nous avons eu un débat sans faux-fuyants, vif, contradictoire, et c'est là-dessus que je souhaite conclure cette première partie de nos travaux puisque nous aurons encore un dîner ce soir sur Copenhague.

### **Une situation extrêmement complexe :**

- nous devons mettre le paquet Climat en oeuvre dans le contexte d'une crise économique grave, violente et durable, et accélérer sa mise en oeuvre, car si nous espérons une sortie de crise en 2010, elle sera pour le moins chaotique et nous aurons une croissance qui ne pourra pas être soutenable. C'est une crise qui menace lourdement nos sociétés : l'OIT prévoit 60 millions de chômeurs de plus pour 2009 au niveau mondial, et la paupérisation de populations entières. Il faudrait créer 300 millions d'emplois dans les 5 ans pour satisfaire la demande sur la planète, or le nombre d'emplois augmente de moins de 1% dans le monde et régresse dans les pays développés : la Commission chiffre à 8,5 millions la perte des emplois dans L'union européenne en 2009/2010.
- il faut mettre en place le paquet climat dans une Europe inachevée et pleine d'inégalités, dans un monde divisé, qui se bâtit à couteaux tirés – je pense que nous allons entendre ce soir des intérêts très contradictoires, qui font l'objet de pressions fantastiques, et qu'il nous faut pourtant unir.
- et nous devons inscrire cette bataille dans des changements structurels, lourds et compliqués, et d'autant plus douloureux à réaliser qu'on a tardé à les engager ! Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on demande des réformes, or nous n'arrivons pas à les faire, en tout cas en France cela est extrêmement difficile d'entraîner tout un peuple dans les réformes nécessaires.

Les challenges sont devant nous, ils sont difficiles mais malgré tout enthousiasmants, car notre génération porte la responsabilité du changement, **nous n'avons pas le choix**. Mais attention de ne pas nier les difficultés, elles sont réelles.

### **Entraîner tout le monde.**

- La première difficulté, nous a dit Jean-Pierre Bompard ce matin, c'est d'entraîner tout le monde, y compris les salariés. Or il y a des résistances, ils craignent pour leur emploi, et les engager vers une transition d'un autre type d'économie n'était « *déjà pas facile avant la crise, c'est encore plus difficile avec la crise* ». Quant aux entreprises, certaines ont investi massivement il y a peu de

temps, or elles connaissent aujourd'hui une situation dramatique, des bilans négatifs, des plans sociaux, et on leur demande de transformer leurs outils de production, d'investir dans la recherche-innovation, de former des hommes, de mettre en place un nouveau type de productivité avec des salariés qui ne veulent pas. Ceci est compliqué. Il faudra renouveler le dialogue social au sein des entreprises pour anticiper ces mutations. Nous savons que les entreprises sont dans une compétition mondiale : il n'y aura pas que des gagnants. La Pologne nous l'a dit : le Paquet Climat c'est la perte de 800 000 emplois assurés dans le charbon, mais c'est, au mieux, 200 000 emplois créés... Que fait-on ? Comment travaille-t-on ? De là à nier la crise climatique...

La bataille contre le changement climatique dans ces conditions n'a rien d'évident : les Etats résistent, préoccupés par les faillites d'entreprises, leurs déficits publics, ou par leur propre développement (Chine, Inde, Afrique), ils ne sont peut-être pas prêts à s'engager dans une telle bataille. Sans parler des « négationnistes ». Je le dis en tout amitié à nos amis polonais : attention, ne nions pas la crise climatique, les scientifiques qui propagent ces idées sont dangereux, il faut les combattre.

### **Travailler à la cohésion**

- La deuxième difficulté est de travailler à la cohésion car certaines entreprises auront plus besoin d'aide que d'autres. Peut-être que les grosses entreprises devront aider les petites. Ou celles qui sont mieux placées, parce que c'est le cœur de métier (environnement, énergie). D'autres devront avoir à faire de véritables sauts technologiques, comme dans l'automobile. Idem pour les régions et les Etats, la solidarité doit jouer. Notre responsabilité est de ne pas céder et de ne pas faire croire, comme le disait Michel Cruciani, qu'on peut continuer comme avant. Ce serait « criminel » nous a-t-il dit. Le mot est fort mais il est juste, car si nous cédon, nous aurons des conflits, voire des guerres, et in fine, une auto-destruction massive.

### **Articuler la lutte pour l'environnement au défi social et à la finance**

- Il faut retrouver le chemin de la croissance, rendre compatible le renouveau industriel avec une nouvelle organisation du monde, et avec les impératifs écologiques. C'est là un défi fantastique. **Investir, mais avec de nouveaux moteurs** - « rabâche » Philippe Herzog : le social et la finance. On n'y arrivera pas sans ça, le défi étant d'y articuler les enjeux climatiques. Et c'est sur la lutte pour l'environnement que je voudrais insister puisque nous retrouverons le social et finance aux *Entretiens économiques européens* des 10 et 11 décembre.
- Nous avons un atout, cela a été dit, c'est le paquet climat. Mais là aussi il y a quelques conditions à réunir pour qu'il devienne un véritable atout.

Premièrement il ne faut pas qu'il reste dans l'armoire en attendant des jours meilleurs. Nous n'avons pas le temps d'attendre, parce que nous avons la crise économique, et parce que nous avons une crise climatique. Nous sommes à un point de basculement, disent d'autres scientifiques, que je préfère prendre au sérieux. Les émissions de CO2 sont liées à l'activité des hommes. Elles menacent la planète. Le réchauffement -déjà de 0,7°C- fait fondre les glaciers. Or ceux-ci contiennent du méthane par millions de tonnes : quand ils fondent, ils les laissent s'échapper et cela peut faire tout basculer, et beaucoup plus vite qu'on ne le pense. Les

scientifiques nous disent que si l'on ne fait rien dans les 5 ans pour contenir le réchauffement sous les 2°C, on enclanchera des catastrophes qui s'étendront sur plusieurs siècles. Sans vouloir faire peur, prenons au moins conscience de tout cela. « *Nous le savons* », nous dit Jean-Pierre Dupuy, « *mais nous ne voulons pas le croire* ». Et je vous renvoie au film Home, « **croions ce que nous savons** », ainsi nous pourrions nous engager. Il est plus facile de s'engager quand on sait à quoi on s'attaque, que quand on ne le sait pas.

### **Notre responsabilité collective : anticiper le paquet Climat, ne pas attendre 2013**

- Première responsabilité : **le faire connaître**. Combien de Français savent que nous venons de voter un paquet climat ? Un peu plus peut-être que d'habitude parce que Nicolas Sarkozy s'est battu jusqu'au bout durant la présidence française, reconnaissons-lui ça ! Et la France a engagé parallèlement le Grenelle de l'Environnement, qui est une des belles conséquences de la lutte de l'Europe depuis des années pour l'environnement.

C'est un **pacte unique au monde**, ne le sous-estimons pas ! Il ne va peut être pas assez loin, mais il est unique, il engage les 27 Etats et les 450 millions d'Européens ! Il peut créer des synergies formidables.

C'est un **compromis**, même si ça n'est pas dans notre culture de signer des compromis ; nous voulons toujours tout ou rien. Or il est le résultat de trois années de débats, d'aller-retour entre les institutions sous la pression des acteurs, **un résultat déjà ajusté à la crise**, puisqu'on a tenu compte des revendications des Polonais et des Italiens, de celles des grosses entreprises énergivores également. Il propose des solutions différenciées, des marges d'initiatives pour les entreprises, et des solidarités entre les Etats. Les riches devront payer pour les pauvres avec un marché des quotas, bien sûr imparfait et sur lequel il faut retravailler. En effet, aujourd'hui avec la récession, le prix du carbone est trop bas, il est volatile ! Ca ne donne pas des signaux prix intéressants pour investir dans le développement durable.

- Il faut que nous nous **mobilisions tous, c'est une autre responsabilité, collective**. D'abord les Etats bien sûr. Les institutions ont fait un premier travail, félicitons-les, et déclinons le paquet Climat dans les Etats, nos régions, nos entreprises. Je l'ai dit, tous et toutes n'ont pas les mêmes atouts. On a entendu Toyota et Arcelor Mittal : les deux groupes ont engagé leurs responsabilités sociales et environnementales pour commencer la voiture hybride, pour réduire les émissions de CO2 à la tonne d'acier. Arcelor nous dit d'ailleurs que ça n'est pas suffisant, mais qu'il est au bout de ce qu'il sait faire. Il faut maintenant franchir des sauts technologiques qui vont nécessiter beaucoup de recherches, d'innovations. Nous avons également des entreprises qui le font presque naturellement, comme EDF ou Veolia Environnement, et il faudra qu'elles aident les PME de leur filière et au-delà. Quant à celles qui ne veulent pas ou qui ne le peuvent pas, comment faire ? Les contraindre ? Pour certaines je pense que cela sera nécessaire, pour d'autres, il faudra les y aider. **Il faudra beaucoup de coopérations pour mutualiser des coûts, car il y aura des coûts à la transition écologique de nos entreprises** : coopérations, alliances, partenariats publics/privés... Il y a là un énorme enjeu public-privé, comme cela a été dit hier à un colloque de la CDC.

En tout cas on peut démarrer dès maintenant comme nous y a invités Michel Cruciani : au niveau local, certaines mesures seront d'autant plus efficaces qu'elles ne grèveront pas les budgets publics.

Ainsi, concernant l'efficacité énergétique dans le bâtiment par exemple. Mais la FIEC nous a dit qu'il manque des emplois qualifiés, parce que ce sont des nouveaux métiers et que nous ne sommes pas au point. Ce n'est pas une question d'argent : nous avons regardé les budgets en France pour la formation professionnelle, ils sont massifs mais très mal utilisés. Il faut donc travailler à la réforme et là aussi il faudra du courage aux partenaires sociaux qui gèrent les organismes et les fonds.

Développer le solaire, élargir les dispositions bonus-malus à d'autres secteurs que l'automobile. (Evidemment lorsqu'on regarde les résultats dans l'automobile on peut se dire que ça coûte plus cher que ça ne rapporte). En tout cas il faut **anticiper le paquet climat**, c'est là notre proposition, j'insiste auprès des députés européens et de la Commission. On a commencé dans quelques villes nous a dit Maystadt, **il faut accélérer**.

- Et la troisième condition : **mettre le paquet Climat au cœur de la recherche/innovation**.

L'innovation dans les technologies appliquées : pour le stockage du CO<sub>2</sub>, sur les 12 projets en cours, Arcelor Mittal en gère un, ce qui permettra d'aller plus loin dans la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> à la tonne; pour la voiture hybride, Toyota est déjà impliquée, Renault aussi.

Et dans les technologies futures : pour ITER part exemple. Pro-nucléaire durable, je suis attentive aux conditions de sécurité, de sûreté et de gestion des déchets qui nécessitent beaucoup d'investissements et de recherches, et je suis pour inventer peut-être une nouvelle façon de faire du nucléaire avec ITER : ça coûte cher, les estimations sont triplées (de 5 à 15 milliards d'euros). Mais ne lâchons pas surtout, ne faisons pas comme Phénix à l'époque, on le paierait peut être beaucoup plus cher demain.

La plus grosse innovation pour moi, c'est **l'innovation dans notre activité**, dans nos façons de produire, de consommer, d'échanger, et cela concerne absolument tout le monde.

**Changer nos comportements, cela semble facile, or c'est ce qu'il y a de plus dur** : les Allemands disent oui au stockage du CO<sub>2</sub>, mais surtout pas chez eux ! Les éoliennes, surtout pas dans notre jardin ! **Il n'y aura pas de recette miracle, il n'y a pas de bouton vert**, mais ce sera des processus longs et qui nécessiteront des ruptures. **Agir tout de suite, à tous les niveaux, sur tous les fronts**, car la victoire sur le changement climatique sera une conjugaison de facteurs. Et quand Jeroslaw Grzesik se demande « *pourquoi réduire nos émissions de gaz à effets de serre puisqu'en fait l'Europe n'en produit que 14% et les centrales à charbon polonaises 1,2 % des 14%, donc cela ne sert à rien* », je lui dis si, c'est une contribution non négligeable. Et même si les hommes n'étaient responsables que pour une petite part du changement climatique, cela suffit pour qu'ils se mobilisent.

Nous avons appris aussi aujourd'hui qu'il y a un énorme potentiel d'emplois : 1 million en Europe tout de suite nous a dit Pierre Deschamps; et d'investissements : plusieurs trillions nous a dit Philippe Maystadt... la crise climatique serait-elle une aubaine pour la crise économique ? Nous avons en tout cas une politique communautaire et un cadre. Il faut maintenant marcher sur

nos deux pieds : déclinons les dans les Etats, et renforçons les dans notre Union européenne. C'est maintenant que ça se joue.

Dans les Etats, Philippe Maystadt nous dit qu' « *il y a une immense déception* » et « *il n'y a pas de coordination* » a ajouté Pierre Dechamps. Les plans de relance nationaux prévoient 15,6% pour le climat, ce n'est pas assez selon l'ONU qui avait proposé 30%, et Nicholas Stern qui suggérait au moins 20%.

Alors **faisons de ce paquet climat un socle d'un nouveau plan, d'un nouveau contrat européen**, telle est la proposition que nous voudrions travailler avec vous. Pierre Jonckheer propose un Green new deal, nous proposons un nouveau contrat social avec un renouveau industriel et éco-industriel, les deux. . L'Europe met 5 milliards, plus 15 milliards de fonds structurels, il faut que ça fasse un effet levier, que cela incite les Etats à démultiplier tout cela. Investir déjà 25% dans le vert, ce serait déjà bien

Nous aurons besoin d'une **fiscalité harmonisée**. Le marché ETS y suffira-t-il ? Nous aurons besoin d'un **fonds européen** et d'un **vrai budget**. Mario Monti a lancé l'idée d'un Pacte dans le débat « marché intégré contre fiscalité, budget », alors allons-y ! Philippe Herzog, un « Nouvel Acte unique », allons-y ! Discutons d'un projet un peu plus global qui unifie les Européens.

Je ne prendrai que les enjeux financiers sont cruciaux : les Etats sont endettés, les banques plombées, les bilans des entreprises ne sont pas bons... **comment bien utiliser l'épargne ? Il parait qu'elle est massive**. Il y a une contradiction énorme! Bien-sûr, il faut « sauver les banques », mais on nous dit que nous devons encore réinjecter 300 milliards. Ne doit-on pas inventer de nouveaux acteurs : Edf lève des fonds pour l'investissement, n'est-ce pas une des solutions ? TVO noue un contrat avec les papetiers en Finlande, n'est-ce pas une autre solution ? On crée des investisseurs long terme, on parle d'un Club des investisseurs européens, un club mondial est envisagé, voilà encore une autre invention originale; la BEI a un rôle historique nouveau... On n'est pas à court d'idées ou de propositions, encore faut-il que leur mise en oeuvre se fasse dans de bonnes conditions, avec un contrôle démocratique beaucoup plus fort sur l'utilisation des fonds, la définition des critères d'attribution des aides, et avoir ensuite une évaluation. Inventer de nouveaux types de coopérations, entre le privé et le public, entre le public et le public...cela va devenir l'enjeu de la nouvelle période.

### **Partager les efforts et initiatives dans le monde**

- Ces efforts ne doivent pas rester isolés en Europe, ils doivent être partagés dans le monde. Il existe déjà beaucoup d'initiatives dans le monde. Joachim Bitterlich nous disait tout à l'heure : « *attention que les Etats-Unis ne nous doublent pas, ou la Chine* ». Oui les Etats-Unis financent massivement la recherche/innovation, et même dans les entreprises, les mutations sont engagées (quand elles ne le sont -on l'a vu chez General Motors- ça leur coûte cher) parce que pour les Américains, le climat c'est aussi du business, et après tout, quand celui-ci s'articule au progrès et aux valeurs!... Mais il faudra travailler à une régulation mondiale, définir des objectifs et un agenda à cette échelle.
- Signerons-nous un accord à Copenhague? Nous avons « encore un énorme risque », nous a dit Philippe Maystadt, rien n'est gagné d'avance, tant les enjeux et les intérêts sont énormes. Mais

je pense que même si l'on n'a pas un accord d'objectifs au mois décembre, on peut aller vers un agenda. Obama s'est engagé , c'était un objectif prioritaire de sa campagne : saura-t-il entraîner le Congrès? Ce dont je suis sûre, c'est qu'on n'y échappera pas. Il ne faut donc pas perdre notre avance et notre volonté de développer les solidarités y compris dans le monde. **Il faut être les meilleurs car ce sera les meilleurs demain qui gagneront dans la compétition globale.**

Nous attendons beaucoup de la Chine , de l'Union européenne et des Etats Unis, les trois gros pollueurs de la planète : 57 % des émissions globales à nous trois. Nous avons une responsabilité particulière : 5 mois nous séparent de Copenhague. Tout est encore possible!

*Le 23 juin à minuit, le paquet-Climat entrain en vigueur en Europe, et le 27 juin, le Congrès américain votait par 219 voix contre 212 pour le « plan Obama » : moins 17% d'émission de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 2005; plus 12% d'énergies renouvelables ; 120 milliards d'investissements dans le développement durable; l'achat de permis de polluer pour les grandes entreprises.*